

Accord interprofessionnel

**CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES SALARIÉS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

(6 juillet 1972)

AVENANT N° 2 DU 24 FÉVRIER 2006

À L'ANNEXE I (STATUTS NATIONAUX)

NOR : ASET0650501M

Entre :

La confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME),

D'une part, et

La confédération générale du travail Force ouvrière (CGT-FO) ;

La confédération générale du travail (CGT) ;

La confédération française de l'encadrement, confédération générale des cadres (CFE-CGC) ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

La confédération française démocratique du travail (CFDT),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'intitulé de l'annexe I (Statuts nationaux) de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Les partenaires sociaux au niveau national, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 (modifiée les 22 juin 1973, 9 avril 1974, 30 juillet 1979, 25 janvier 1985, 10 juillet 1992, 30 novembre 1993, 13 février 1995, 25 mai 1998 et 24 février 2006) ou y ayant adhéré, constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME, AGEFOS PME, (nommées confédérations syndicales de salariés signataires dans les différents textes statutaires), pour la partie salariée, ont établi les présents statuts qui sont annexés à la convention. »

Article 2

Le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} « Objet » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Les présents statuts ont pour objet de déterminer les conditions de gestion d'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, dans le cadre de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, constitutive du fonds, ainsi que des articles L. 961-8 à L. 961-10 et R. 964-1 à R. 964-16-6 du code du travail. »

Article 3

Le 1^{er} alinéa de l'article 2 « Siège » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Jusqu'au 30 juin 2006, le siège du fonds d'assurance formation est sis 69, boulevard Malesherbes, Paris-8^e. A compter du 1^{er} juillet 2006, il est sis 187, quai de Valmy, Paris 10^e. »

Article 4

Au 1^{er} alinéa de l'article 3 « Administration du fonds » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Au 2^e alinéa de l'article 3 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « les confédérations syndicales de salariés » sont remplacés par les mots « les 5 confédérations syndicales de salariés ».

Article 5

Au 1^{er} alinéa de l'article 4 « Conseil d'administration » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « son président » sont remplacés par les mots « son président et son premier vice-président ».

A l'article 4 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 2^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national est, conformément à l'article 2 de la convention, l'instance qui gère le fonds d'assurance formation. A ce titre, il examine et arrête les comptes annuels ou intermédiaires. La réunion du conseil d'administration national qui examine et arrête les comptes tient lieu d'assemblée générale du fonds. Le commissaire aux comptes est convoqué à cette réunion. »

Au 5^e alinéa de l'article 4 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 6^e alinéa, les mots « et le secrétaire » sont remplacés par les mots « et le premier vice-président ».

Au 6^e alinéa de l'article 4 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 7^e alinéa, les mots « et du vice-président » sont remplacés par les mots « et du deuxième vice-président ».

Article 6

Au 3^e alinéa de l'article 5 « Bureau » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « les confédérations syndicales de salariés » sont remplacés par les mots « les cinq confédérations syndicales de salariés ».

Au 7^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « – d'un vice-président » sont remplacés par les mots « – d'un deuxième vice-président ».

Au 9^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I (« Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « – d'un secrétaire adjoint ; » sont remplacés par les mots « – d'un secrétaire ; ».

Le 12^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est remplacé par deux alinéas, qui deviennent les 12^e et 13^e alinéas, ainsi rédigés :

- « – d'un premier vice-président
- d'un troisième vice-président ».

Au 14^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 15^e alinéa, les mots « – d'un secrétaire ; » sont remplacés par les mots « – d'un secrétaire adjoint ; ».

Au 18^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 19^e alinéa, les mots « du vice-président » sont remplacés par les mots « du deuxième vice-président ».

Après le 19^e alinéa de l'article 5 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 20^e alinéa, il est ajouté un 21^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Par délégation du conseil d'administration national, et en accord avec le premier vice-président représente AGEFOS PME pour tous les actes de la vie civile. ».

Article 7

Le 1^{er} alinéa de l'article 7 « Financement des organisations et indemnités » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Le financement des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée constitutive de l'AGEFOS PME, gestionnaires du fonds, – c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les 5 confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, – ainsi que le financement au niveau national des organisations représentatives au plan national interprofessionnel s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention.

Après le 1^{er} alinéa de l'article 7 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 2^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Dans ce cadre, les organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, gestionnaires du fonds, prennent en charge les frais d'indemnisation, de déplacement et de séjour de leurs représentants dans les instances statutaires de l'AGEFOS PME. Elles prennent également en charge les frais de déplacement et de séjour de leurs représentants au sein de la commission paritaire nationale d'application de l'accord du 20 septembre 2004. »

Le 2^e alinéa de l'article 7 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, qui devient le 3^e alinéa, est ainsi rédigé :

« Par ailleurs, en dehors des réunions des instances mentionnées ci-dessus, le fonds prend en charge les frais de déplacement et de séjour de ces représentants dans l'exercice des missions et représentations qui leur seraient confiées. »

Article 8

Au 2^e alinéa du sous-chapitre « 8.1. Le directeur général » de l'article 8 « Le directeur général et les directeurs en région » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Au 8^e alinéa du sous-chapitre « 8.2. Les directeurs en région » de l'article 8 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Article 9

Le titre de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

Article 9

Organisation et fonctionnement des commissions, comités, groupes d'études et sections professionnelles

« Entreprises et groupes visés au 4^e alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée. »

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Commissions, comités, groupes d'études » de l'article 9 « Organisation et fonctionnement des commissions, comités, groupes d'études et sections professionnelles » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Au 3^e alinéa du sous-chapitre « Commissions, comités, groupes d'études » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Après le 4^e alinéa du sous-chapitre « Commissions, comités, groupes d'études » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 5^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Par ailleurs, une mission de prospective sur l'évolution des métiers et des qualifications est créée au sein d'AGEFOS PME sous l'égide de son conseil d'administration, qui en fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement. »

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Sections professionnelles » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « des PME ».

Au 1^{er} alinéa du sous-chapitre « Sections professionnelles » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « des contrats d'insertion en alternance » sont remplacés par les mots « du contrat de professionnalisation ».

Le 3^e alinéa du sous-chapitre « Sections professionnelles » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée est ainsi rédigé :

« Les sections professionnelles sont constituées conformément aux dispositions de l'article R. 964-1-4 du code du travail, après accord du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Elles sont placées sous l'autorité du conseil d'administration national. Leur gestion est paritaire. »

Après le 4^e alinéa du sous-chapitre « Sections professionnelles » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un 5^e alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Les organisations représentatives des employeurs et des salariés du secteur professionnel considéré peuvent confier à l'AGEFOS PME la création et la mise en œuvre d'un observatoire des métiers et des qualifications de ce secteur, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur. »

Après le sous-chapitre « Sections professionnelles » de l'article 9 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, il est ajouté un sous-chapitre nouveau ainsi rédigé :

« Entreprises et groupes visés au 4^e alinéa du sous-chapitre "Adhésion des entreprises" du chapitre "a) Adhésion" de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée :

Pour l'adhésion des entreprises et groupes, y compris ceux qui sont hors champ, ayant, par accord collectif ou de groupe, au sens des dispositions de l'article L. 132-19-1 du code du travail, désigné AGEFOS PME pour le versement de tout ou partie de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue et faisant l'objet de conditions particulières, l'accord du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME est requis. »

Article 10

Au 2^e alinéa de l'article 10 « Conférence nationale » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, les mots « chacune des confédérations syndicales de salariés » sont remplacés par les mots « chacune des 5 confédérations syndicales de salariés ».

Fait à Paris, le 24 février 2006.

(Suivent les signatures.)